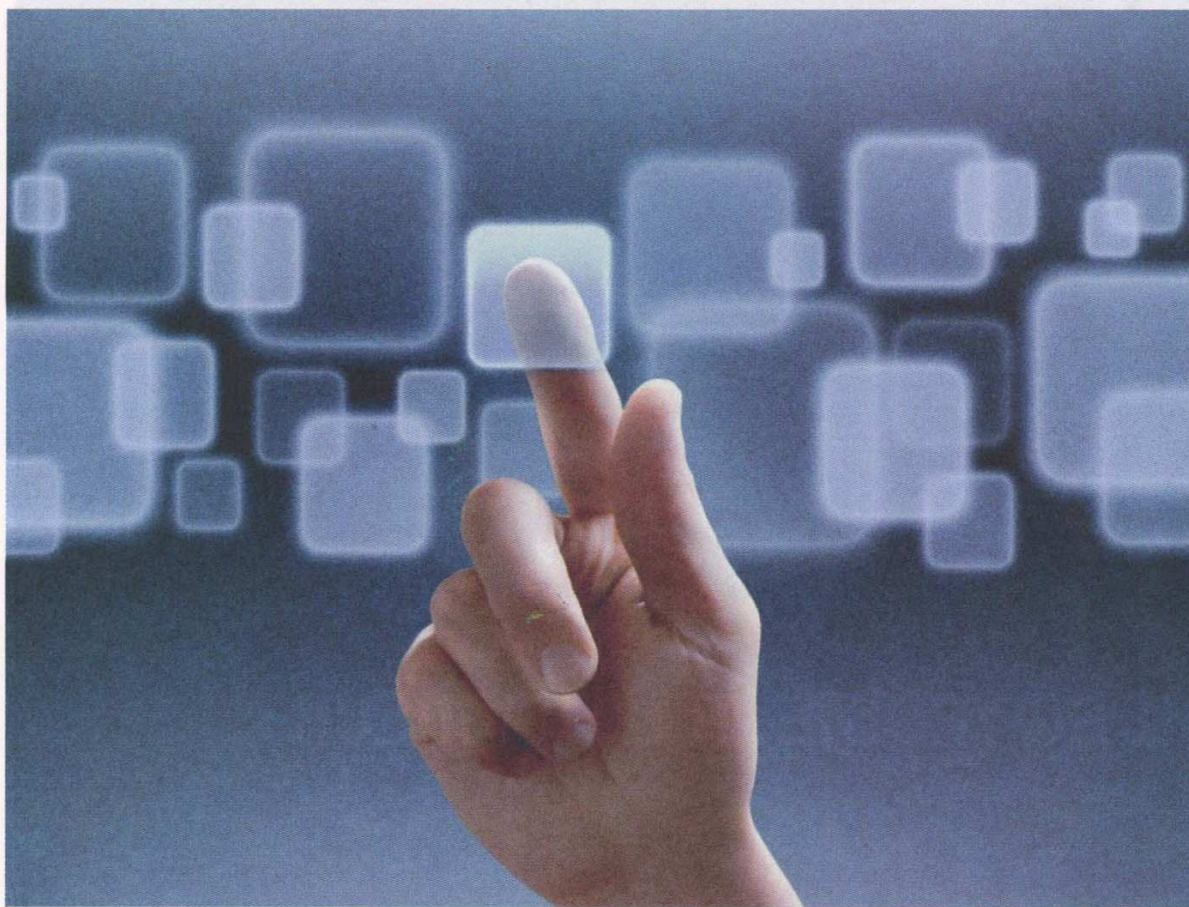


L'Astec prépare une feuille de route à l'horizon 2030



Selon Hicham Amadi, président de l'Astec, le rapport en projet constitue l'occasion de réfléchir, d'une manière pragmatique et réaliste, sur comment faire émerger une vraie industrie marocaine des TIC.

L'Association des sociétés technologiques planche sur une stratégie pour le développement des métiers des TIC d'ici 2030. La feuille de route explorera les différentes pistes pour booster la dynamique d'appropriation et de développement du secteur TIC.

L'Association des sociétés technologiques (Astec) travaille sur une stratégie de développement des TIC à l'horizon 2030. «Les technologies de l'information sont un levier déterminant dans la construction de l'économie du savoir. Le Maroc doit investir dans une vision claire, réaliste et réalisable pour positionner ses entreprises, son administration et ses ressources humaines dans la carte mondiale des métiers de demain liés aux technologies de l'information», indique l'Astec. Cette dernière planche donc sur un projet d'étude prospective. «Baptisée Maroc IT 2030, cette étude vise à explorer à l'horizon 2030 les pistes possibles pour l'adoption d'une politique publique efficiente avec une démarche participative qui capitalise sur l'intelligence collective des acteurs publics et privés de l'écosystème des technologies de l'information», explique Hicham Amadi, président de

l'ASTEC. Pour lui, cette étude intervient dans un contexte où le Maroc a déjà déployé deux principales stratégies sectorielles depuis les années 2000, à savoir E-Maroc et Maroc Numeric 2013. «Sans vouloir s'attarder sur les bilans et les résultats de ces deux expériences de politique publique dédiée au secteur des technologies d'information, l'étude de l'ASTEC se situe dans une perspective de rupture positive. Autrement dit, que peut faire le Maroc, à partir de 2015 et jusqu'à un horizon de 2030, pour booster la dynamique d'appropriation et de développement du secteur TIC», ajoute le président de l'ASTEC. Concrètement, l'étude vise, selon l'Association, à dresser des jalons de changement au niveau structurel pour permettre de disposer d'un capital en mesure d'accompagner l'évolution des TIC et d'un dispositif juridique et fiscal incitatif afin de capter les investissements étrangers opérant dans le secteur. «C'est aussi l'occasion de réfléchir, d'une manière pragmatique et réaliste, sur comment faire émerger une vraie industrie marocaine des TIC au-delà des cas de success-stories isolés sur certaines niches telles que la monétique, l'édition ou la sécurité», soutient l'Association. ■

L'étude vise à dresser des jalons de changement au niveau structurel pour permettre de disposer d'un capital en mesure d'accompagner l'évolution du secteur des TIC.